

Nouvelles locales du vendredi 13 février 2015

@rib News, 13/02/2015 ĩ Justice - Alors que le prÃ©sumÃ© assassin des trois religieuses de la paroisse Kamenge a Ã©tÃ© interrogÃ© en lâ€™absence de ses avocats, le prÃ©sident de lâ€™APRODH trouve que cette pratique ne vise quâ€™Ã©cacher dans cette affaire. Pierre Claver Mbonimpa dit ne pas comprendre cette attitude de la part des personnes qui connaissent bien le droit. Il demande dâ€™exploiter la piste de lâ€™enquête des six policiers sur cette affaire et de ne pas se perdre dans la poursuite des personnes malades mentalement.

Il croit par ailleurs que le gouvernement a peur dâ€™exploiter cette piste qui aboutirait sans doute Ã la condamnation des personnalitÃ©s nanties de pouvoir public, ce qui signifierait que le gouvernement lui-mÃªme y est pour quelque chose. Signalons quâ€™Ã© cet effet, le procureur de la RÃ©publique en mairie de Bujumbura vient dâ€™Ã©crire une correspondance au directeur du centre neuropsychiatrique de Kamenge (Chez Le Gentil) pour quâ€™il statue sur la santÃ© mentale de Christian Claude Butoyi. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique du Burundi vient dâ€™annoncer la mise sur pied dâ€™une commission chargÃ©e dâ€™enquÃªter sur ce qui sâ€™est passÃ© lors de lâ€™attentat dans la province de Cibitoke en dÃ©cembre dernier. Valentin Bagorikunda a prÃ©cisÃ© que cette commission est composÃ©e de trois personnes, toutes des magistrats du parquet. Il sâ€™agit de Adolphe Manirakiza, lâ€™adjoint du procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique ; Hyacinte Niyonzima, procureur gÃ©nÃ©ral prÃ©s la cour dâ€™appel de Bujumbura ; ainsi que Jean Marie Bigirindavyi procureur de la RÃ©publique dans la province de Cibitoke. Il prÃ©cise quâ€™ils vont enquÃªter sur la violation des droits de lâ€™homme par les uns et les autres suite aux dÃ©clarations de certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile nationales et internationales ainsi que sur les exÃ©cutions extrajudiciaires. Il ajoute aussi quâ€™ils ont tous les pouvoirs dâ€™entendre qui que ce soit qui est susceptible de fournir des informations Ã ce sujet et disposent dâ€™une pÃ©riode dâ€™un mois aprÃ©s laquelle ils pourront traduire devant la justice celui qui se sera rendu coupable des violations des droits de lâ€™homme lors de ces combats. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb]

- Le forum des associations civiles PISC Burundi demande la libÃ©ration du directeur de la RPA. Selon le prÃ©sident de cette coalition, la justice devrait travailler sur les informations rÃ©vÃ©lÃ©es par la RPA pour ne pas se montrer partielle. Samuel Nkengurukiyimana estime que le maintien en prison de Bob Rugurika nâ€™aide en rien la justice puisque la vÃ©ritÃ© ne se trouve pas en prison mais en libertÃ©. Il demande ainsi que la justice analyse ces informations, quâ€™elle entende les personnes citÃ©es pour quâ€™elles sâ€™expriment afin de lâ€™Ã©claircir. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - Le conseil national des Bashingantahe condamne lâ€™emprisonnement de Bob Rugurika et le traitement rÃ©servÃ© Ã Christian Claude Butoyi accusÃ© dâ€™avoir assassinÃ© les trois soeurs de la paroisse Kamenge. Selon un communiquÃ© sorti ce vendredi et lu par le vice-prÃ©sident de ce conseil, ces deux dÃ©tenus constituent des boucs Ã©missaires afin de masquer la vÃ©ritÃ© sur ce triple assassinat. CathÃ©rine Tegera constate que cette situation fait perdre au Burundi sa confiance et sa crÃ©dibilitÃ© tant interne quâ€™externe et que les observateurs ne font que rire aux Ã©clats suite Ã ce comportement dâ€™autodestruction. Elle demande au prÃ©sident de la RÃ©publique lui-mÃªme de se lever et de faire cesser cette situation de montage qui ternit lâ€™image du pays ces derniers jours et qui prÃ©judicie lâ€™avenir de notre pays. Elle ajoute que le conseil saisit cette opportunitÃ© pour demander au prÃ©sident de la RÃ©publique de ne pas songer Ã briguer un troisiÃªme mandat contraire Ã la constitution et aux accords dâ€™Arusha. Elle prÃ©cise que chaque fois quâ€™un prÃ©sident cherche Ã sâ€™accrocher au pouvoir sachant que câ€™est le seul qui est capable de gouverner toujours par entraÃªner des maux de toute nature pour les siens. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

- Le parti SONOVI Ruremesha trouve que la justice burundaise devrait poursuivre le prÃ©sident du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza. DÃ©o Ndayishimiye estime que les propos de ce dÃ©putÃ© ne diffÃ©rent en rien des propos dâ€™Hitler lors de lâ€™occupation nazi. Il trouve que le parti au pouvoir veut dresser les hutu contre les tutsi dans la mesure oÃ¹ il nâ€™a plus dâ€™autre programmes Ã prÃ©senter Ã la population tout en espÃ©rant quâ€™il va acheter la conscience des uns. Il estime que le parti au pouvoir veut montrer les ennemis du pays alors que lui-mÃªme en est un Ã voir la maniÃ¨re dont le pays est gouvernÃ©. Il demande aussi au bureau de lâ€™assemblée nationale de se pencher sur ce cas honteux. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] ĩ Politique - Le parti Uprona dirigÃ© par Madame Concilie Nibigira fait savoir quâ€™il va mettre en exergue tous ceux qui vont le prÃ©senter aux Ã©lections de cette annÃ©e. Ceci a Ã©tÃ© affirmÃ© lors dâ€™une confÃ©rence de presse animÃ©e ce jour-lÃ© par ce parti de Rwagasore en pleine crise de leadership. Selon le chargÃ© de la communication Ã©lectorale au sein de ce parti, ils sont prÃ©ts Ã prÃ©senter des candidats Ã tous les niveaux dans tout le pays depuis la commune jusquâ€™au haut sommet de lâ€™Etat. Pontien Ndayishimiye ajoute quâ€™ils ont des hommes et des femmes compÃ©tents qui peuvent occuper ces postes dâ€™une maniÃ¨re qui puisse satisfaire tous les membres de ce parti et mÃªme tous les burundais. Il prÃ©cise que ces listes vont Ãªtre portÃ©es Ã la connaissance de lâ€™opinion tant nationale quâ€™internationale dans les meilleurs dÃ©lais.

[bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] - Au cours dâ€™une visite dâ€™une dÃ©lÃ©gation gouvernementale dans les locaux de la CENI et plus particuliÃ¨rement le centre chargÃ© de la saisie des rÃ©sultats de lâ€™enregistrement des Ã©lecteurs dÃ©jÃ recensÃ©s, le prÃ©sident de la CENI a fait savoir que ceux qui ont pris une inscription multiple doivent Ãªtre dÃ©busquÃ©s selon les mÃ©thodes de contrÃ´le de la CENI. Pierre Claver Ndayicariye a aussi fait savoir que personne, mÃªme parmi les agents chargÃ©s de la saisie, ne peut faire des inscriptions en dehors de ce qui est Ã©crit grÃ¢ce aussi aux Ã©chelons de contrÃ´le qui sont instituÃ©s dans ce travail. Il a prÃ©cisÃ© quâ€™il y a un triple contrÃ´le dans ce travail et que personne ne sait qui est le contrÃ´le qui. Cette mÃ©thode ne permet pas, selon lui, des saisies multiples des personnes ayant pris une inscription multiple. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - AprÃ©s la dÃ©claration du parlement europÃ©en condamnant lâ€™emprisonnement du directeur de la RPA et demandant sa libÃ©ration immÃ©diate et inconditionnelle, le gouvernement de Bujumbura a rÃ©agi ce vendredi. Selon le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral et porte-parole du gouvernement, cette rÃ©solution ne diffÃ©re en rien de celle produite par le mÃªme corps au mois de septembre lors quâ€™il demandait la libÃ©ration de Pierre Claver Mbonimpa. Philippe Nzobonariba se rÃ©jouit tout de mÃªme que le parlement europÃ©en suit de prÃ©s lâ€™Ã©volution de la dÃ©mocratie au Burundi, mais regrette aussi le fait quâ€™en prenant des dÃ©cisions, il se base sur de faux rapports. Il rÃ©affirme que la plupart de ces parlementaires ne savent mÃªme pas oÃ¹ se situe gÃ©ographiquement le Burundi et leur demande de se rendre sur terrain et de constater sur place lâ€™Ã©tat des choses pour ensuite prendre de bonnes dÃ©cisions. Il prÃ©cise au

que le gouvernement va négocier avec l'union européenne afin de lui montrer comment les choses se passent. Affirmant que même le gouvernement de Bujumbura ne souhaite que sa libération, il trouve pourtant que c'est Bob Rugurika lui-même qui a la clé de son incarcération puisque c'est bien lui qui connaît la personne qui a tué les trois soeurs et que la justice lui demande de le dénoncer pour être ensuite libéré. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - Le FOCODE déplore les propos du président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza qui accuse certains partis politiques de l'opposition, certains médias et certaines organisations de la société civile d'être les ennemis du pouvoir et d'être derrière le groupe qui a attaqué le pays en décembre dernier. Selon le président de ce forum, il s'agit de propos déplacés qui ne peuvent profiter à personne suite à leur caractère ethniste. Pacifique Nininahazwe affirme que les organisations de la société civile ne sont pas contre le parti CNDD-FDD, mais contre la manière dont le pays est gouverné. Il trouve que le temps que ce parti vient de passer au pouvoir, les choses n'ont jamais bien marché et cela montre que la politique de ce parti va en reculant même si l'aspect ethnique a nettement reculé dans le pays. Ainsi, il considère que ceux qui propagent de tels enseignements veulent faire peur qu'il n'y a personne d'autre qui puisse maintenir l'unité des burundais. Il demande que ces enseignements cessent et que le parti s'emploie plutôt à enseigner son programme s'il en a encore. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - L'ancien président de la République Domitien Ndayishimiye trouve qu'il ne faut pas prendre à la légère la résolution votée par les eurodéputés pour demander la libération de Rugurika. Selon lui, ce sont ces instruments que les bailleurs utilisent pour contrôler leurs aides et cela à travers les conventions signées entre les pays. Ce sénateur vie estime que faire sourde oreille n'aide en rien mais que plutôt on peut être à l'origine des problèmes très sérieux. Il affirme que selon lui, Bob Rugurika devrait être libéré à tout prix qu'il n'a fait que son travail. [rtr/rpa] - Selon un expert des relations internationales, si le Burundi continue de faire la sourde oreille aux sollicitations de la communauté internationale sur le respect des droits de l'homme, c'est bien le peuple qui va en souffrir. Pascal Niyonizigiye estime que si presque tous les pays se lèvent contre un fait quelconque, il doit y avoir un problème à résoudre ou une situation à corriger dans l'immédiat. Ce professeur d'université estime que tout ce monde ne peut tomber dans une erreur et demander unanimement la libération de Bob Rugurika sans raison. Il demande ainsi au gouvernement de Bujumbura d'écouter et de donner une suite favorable aux sollicitations. [rtr/rpa]